

Deloitte.

Ensemble vers le progrès

Croissance en pause

L'économie canadienne
à un moment décisif

Perspectives économiques | Numéro d'été



Les rumeurs de récession au Canada sont exagérées



DAWN DESJARDINS
Économiste en chef

Le Canada est à la croisée des chemins. De nombreux facteurs importants pèsent sur l'économie : les tensions persistantes avec son principal partenaire commercial, la hausse des coûts de l'énergie, les pressions exercées sur les chaînes d'approvisionnement et le faible niveau de confiance. Cette situation a ravivé les craintes d'une récession économique. Bien que la baisse de production au premier trimestre de 2026, combinée à un déclin de 1 % au quatrième trimestre de 2025, réponde à l'une des définitions d'une récession, la réalité est plus nuancée. En fait, au-delà des chiffres publiés, il y a peu d'indications qu'une récession est en cours. Entre autres, la proportion des secteurs en recul ne correspond pas aux fléchissements du passé. Certes, le marché du travail a perdu de sa vigueur, mais cette faiblesse demeure modeste comparativement aux récessions que nous avons connues depuis le début des années 1980.

Cela ne signifie pas pour autant que la conjoncture est favorable. Les investissements des entreprises continuent de diminuer malgré les efforts déployés par les gouvernements pour renforcer la confiance et supprimer les obstacles qui nuisent à la réalisation d'un rendement du capital en temps opportun. La menace persistante des droits de douane et des prélèvements sectoriels pèse sur les exportations, alors que les ventes canadiennes vers les États-Unis ont diminué de 2 % depuis la fin de 2024, avant la modification de la politique commerciale du gouvernement américain. Les exportations vers d'autres partenaires commerciaux ont augmenté considérablement, mais cette progression s'explique principalement par la hausse des ventes d'or. Au total, les exportations réelles de marchandises du Canada sont en baisse de 5,2 % par rapport à l'année précédente.

Les dépenses de consommation ont contribué positivement à l'activité économique durant quatre des cinq derniers trimestres, malgré le léger affaiblissement du marché du travail et de la chute marquée de l'immigration qui a freiné la croissance démographique. L'inflation s'est accentuée, mais cette hausse reflète largement la flambée des coûts énergétiques. Au Canada, le taux d'inflation s'établissait à 1,8 % en avril, compte non tenu de l'énergie. Les préoccupations liées à la vague de refinancements hypothécaires demeurent, mais la proportion de ménages exposés à une augmentation de leurs paiements hypothécaires a considérablement diminué. De plus, les paiements de transfert visant à compenser en partie l'incidence de l'augmentation du coût de la vie soutiendront les dépenses des ménages.

La poussée du taux d'inflation globale à 2,8 % en avril était directement attribuable au choc des prix énergétiques, ce qui réduit les arguments en faveur d'une intervention de la Banque du Canada via sa politique monétaire. Le contexte de faible croissance atténue les pressions générées à l'interne sur les prix et, bien que les attentes d'inflation à court terme demeurent élevées, les attentes des consommateurs pour les deux à cinq prochaines années se sont modérées. Dans ce contexte, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne son taux directeur à 2,25 % jusqu'à la fin de 2026. Des hausses de taux sont toutefois prévues en 2027 si l'économie gagne en vigueur comme nous le prévoyons.

Points saillants

- L'économie canadienne stagne, mais ne se contracte pas, alors que la faiblesse demeure circonscrite plutôt que systémique.
- L'hésitation à investir, et non la demande des consommateurs, constitue le principal frein à la croissance.
- L'incertitude commerciale et les droits de douane incitent les entreprises à maintenir une attitude attendiste.
- L'inflation découlant des coûts de l'énergie dissimule des pressions inflationnistes sous-jacentes par ailleurs modérées.
- L'harmonisation des politiques sera déterminante pour la reprise de la croissance.
- Notre scénario de référence prévoit une faible croissance en 2026 (0,7 %) suivie d'une reprise modérée à 2 % d'ici 2027.

La reprise dépend d'une amélioration de la confiance des entreprises pour stimuler l'investissement

La suite des choses dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre sa plateforme politique. La confiance des entreprises demeure faible, alors que l'examen de la relation commerciale de l'ACEUM est prévu pour le 1^{er} juillet et qu'il est peu probable qu'une voie claire à suivre soit facilement établie. Le scénario le plus probable est que les trois pays continuent de négocier les détails de l'accord et que ce dernier soit de nouveau soumis à un processus semblable dans les années à venir. En somme, nous nous attendons à ce que le Canada conserve son accès libre de droits de douane à ces deux importants marchés d'exportation. En revanche, certains secteurs continueront d'être assujettis à des droits de douane plus élevés.

Il ne s'agit pas d'une solution optimale pour les entreprises canadiennes, mais si le taux effectif des droits de douane sur les marchandises canadiennes exportées aux États-Unis se maintient à son niveau actuel relativement faible, cela devrait favoriser une reprise graduelle des exportations. La véritable occasion de croissance découlera de la combinaison des investissements publics dans les infrastructures et les dépenses consacrées à la défense, aux minéraux critiques et aux ressources naturelles. Une multitude de politiques gouvernementales, notamment des incitatifs fiscaux, l'élimination des barrières au commerce intérieur, l'actualisation des compétences des travailleurs et des investissements en IA, seront essentielles pour mobiliser des investissements privés.

Figure 1 : L'indice de diffusion du PIB indique que les déclinés économiques ne sont pas généralisés
Supérieur à 50 : plus de secteurs en expansion. Inférieur à 50 : plus de secteurs en contraction.

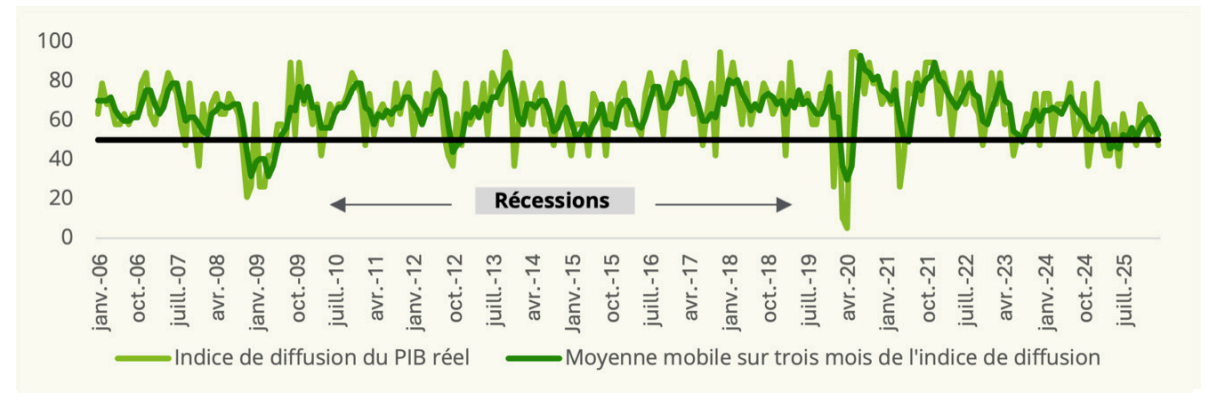
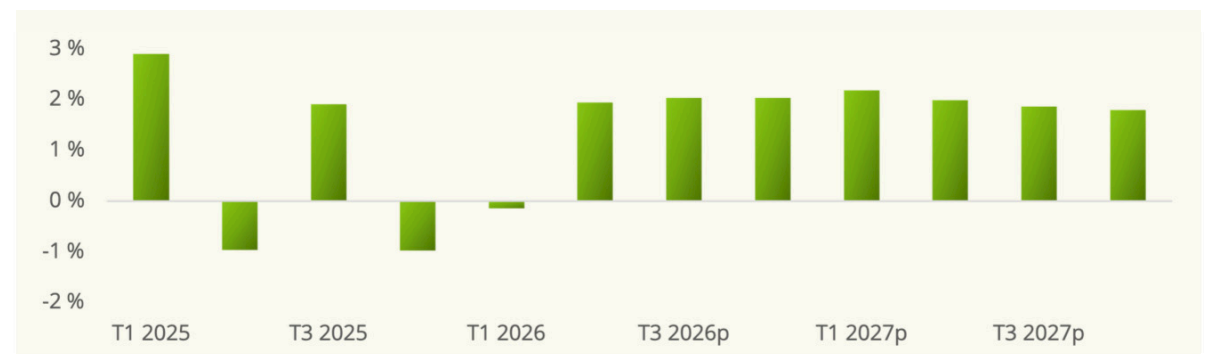


Figure 2 : La croissance du PIB réel devrait s'accélérer pendant le reste de l'année
Variation annualisée du PIB réel (en pourcentage)



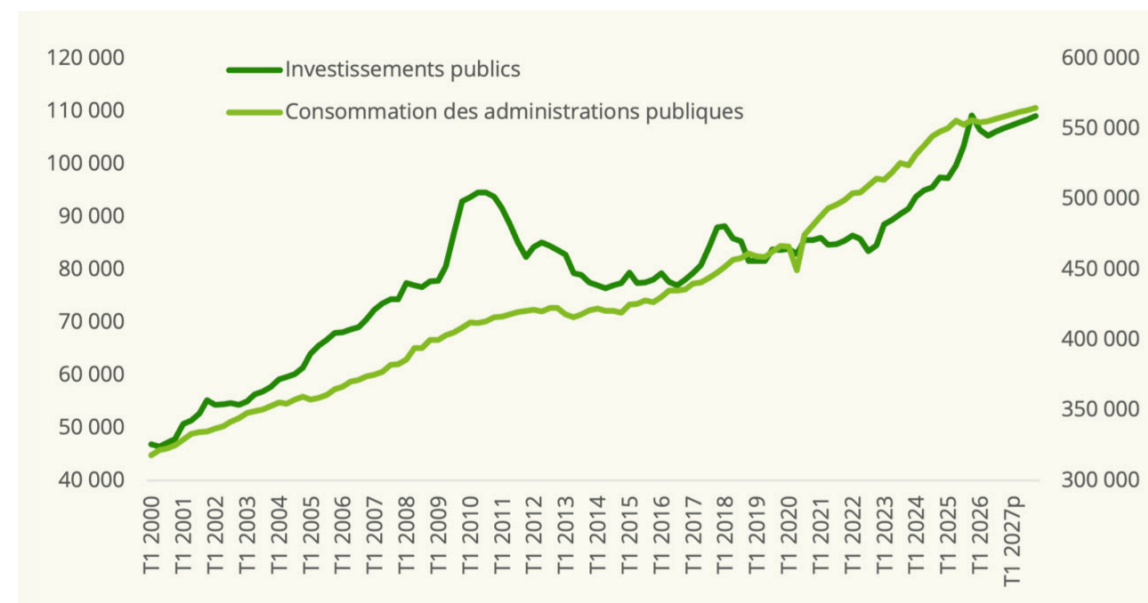
Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0434-01 et 36-10-0104-01; prévisions de Deloitte.

Politiques monétaire et budgétaire

- La Banque du Canada devrait maintenir le statu quo tout au long de 2026 et conserver son taux de financement à un jour à 2,25 % pour le reste de l'année, alors qu'elle doit composer avec des pressions concurrentes. Les baisses trimestrielles consécutives de la croissance économique mettent en évidence le fait que l'économie a stagné au cours de la dernière année et que la capacité excédentaire exerce une pression à la baisse sur l'inflation. Parallèlement, la forte hausse des prix de l'énergie découlant du conflit au Moyen-Orient alimente les préoccupations selon lesquelles, sans résolution rapide, l'inflation pourrait s'intensifier et s'étendre à l'ensemble de l'économie malgré la faiblesse de la demande.
- Dans son annonce de juin concernant le taux directeur, la Banque a indiqué que la hausse de l'inflation à 2,8 % en avril était entièrement attribuable à un choc des prix de l'énergie et qu'il y avait peu de signes de pressions inflationnistes plus généralisées sur le reste de l'économie. Dans un contexte de faible croissance, mais non de récession, il est justifié de maintenir le taux directeur à 2,25 % tout au long de 2026. Les relèvements graduels des taux ne devraient reprendre qu'en 2027, lorsque la croissance économique commencera à s'accélérer. Selon nos prévisions, le taux de financement à un jour atteindra 3,25 % d'ici la fin de 2027. Cela dit, si les prix de l'énergie demeurent élevés jusqu'à l'automne, la Banque du Canada devra sans doute relever ses taux plus tôt que prévu.
- Après avoir donné un élan important à la croissance en 2025, la politique budgétaire devrait être moins expansionniste en 2026. Les investissements publics fixes devraient croître de 3,7 % en 2026, un net ralentissement par rapport au bond de 7,3 % l'an dernier. Cette croissance annuelle masque toutefois un important recul au premier trimestre, qui a contribué à la baisse globale du PIB.
- Alors que les autorités fédérales et provinciales se serrent la ceinture pour combler les déficits budgétaires grandissants, la consommation des administrations publiques (dépenses de programmes) devrait également ralentir fortement pour atteindre une croissance de 0,5 % en 2026 comparativement à 2,4 % en 2025. Le gouvernement fédéral dirigé par le premier ministre Mark Carney a lancé un *examen exhaustif des dépenses* visant une réduction de 7,5 % des dépenses de programmes directes pour l'exercice 2026-2027, suivie d'autres réductions jusqu'en 2028¹. Ces économies contribueront à financer les investissements prioritaires en matière de défense et de résilience économique, mais laissent peu de marge de manœuvre pour une augmentation plus générale des dépenses.
- Dans l'ensemble, ce changement signifie que la contribution du secteur public à la croissance sera plus modeste en 2026 qu'en 2025, lorsque les dépenses publiques étaient un important facteur de soutien à l'économie.

Figure 3 : Les investissements publics sont en hausse, tandis que la consommation affiche une croissance plus modérée

(Dépenses publiques, en millions de dollars enchaînés de 2017)



Sources : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01; prévisions de Deloitte.

Marchés du travail et dépenses des ménages

- Les dépenses des ménages devraient demeurer modestes en 2026 en raison de la faible croissance démographique, des coûts d'emprunt élevés et de la faiblesse du marché du travail. Après avoir progressé de 2,4 % en 2025, la consommation réelle des ménages devrait ralentir à 1,6 % en 2026 et demeurer modérée à 1,7 % en 2027. Les résultats de l'*Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada* révèlent toujours une certaine prudence à l'égard des dépenses, alors que les ménages sont préoccupés par la sécurité d'emploi et les perspectives économiques². Avec le net ralentissement de la croissance démographique, la progression de la consommation globale reposera de plus en plus sur l'augmentation des revenus du travail plutôt que sur la croissance de la population.
- Les conditions du marché du travail restent inégales. Malgré une forte progression de l'emploi en mai, la croissance de l'emploi est demeurée essentiellement stable depuis le début de l'année, ce qui cadre avec nos prévisions de gains modestes de seulement 85 000 emplois en 2026, comparativement à près de 300 000 en 2025. Le taux de chômage devrait s'établir en moyenne à 6,5 % cette année, avant de diminuer progressivement en 2027, ce qui s'expliquera davantage par une croissance limitée de la population active que par une forte hausse de l'embauche.
- Nicolas Vincent, sous-gouverneur externe de la Banque du Canada, a récemment décrit le marché du travail comme un marché où « les gens changent moins souvent d'emploi », en soulignant le faible roulement, la hausse du chômage de longue durée et les difficultés persistantes pour les jeunes travailleurs³. Ces dynamiques témoignent d'un relâchement persistant et d'une croissance modeste des salaires, ce qui limite la hausse des dépenses des ménages à court terme.
- Bien qu'il devrait se stabiliser, l'investissement résidentiel continuera sans doute de freiner la croissance. Après plusieurs années de faibles résultats, on s'attend à ce que l'investissement résidentiel recule de 2,6 % en 2026. Les mises en chantier devraient passer de 259 000 logements en 2025 à environ 249 000 en 2026, sous l'effet d'une demande plus faible et des coûts de financement élevés. Cette année, c'est le marché de la revente qui pèsera le plus sur l'investissement résidentiel. Le renouvellement des prêts hypothécaires demeure un frein, à mesure que les emprunteurs doivent renoncer aux taux extrêmement bas de 2021. Toutefois, les effets sont moins marqués que prévu⁴. La chute du prix des maisons dans certains marchés, notamment en Ontario et en Colombie-Britannique, mine la confiance et nuit à la revente, renforçant les attentes d'une reprise modérée du marché de l'habitation en 2026.

Figure 4 : Malgré la faible croissance, les gains en matière d'emploi dépasseront ceux de la population source

Variation d'un trimestre à l'autre de l'emploi et de la population source (non institutionnalisée de 15 ans et plus), en milliers

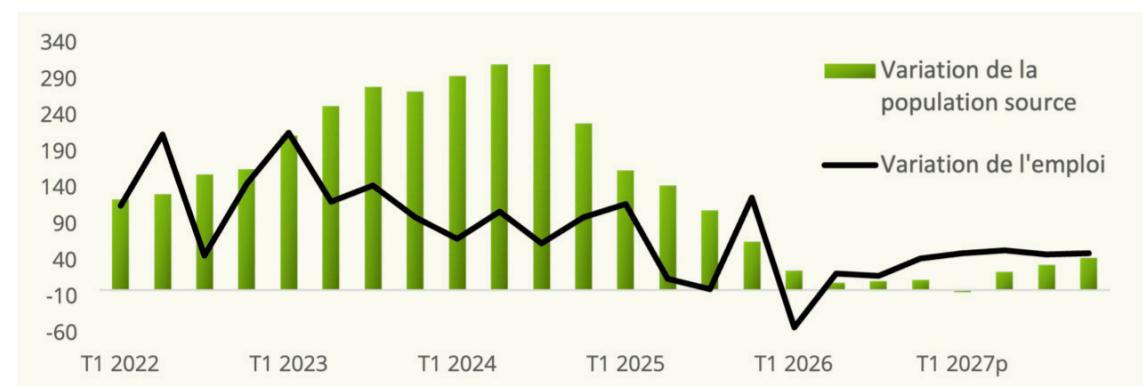
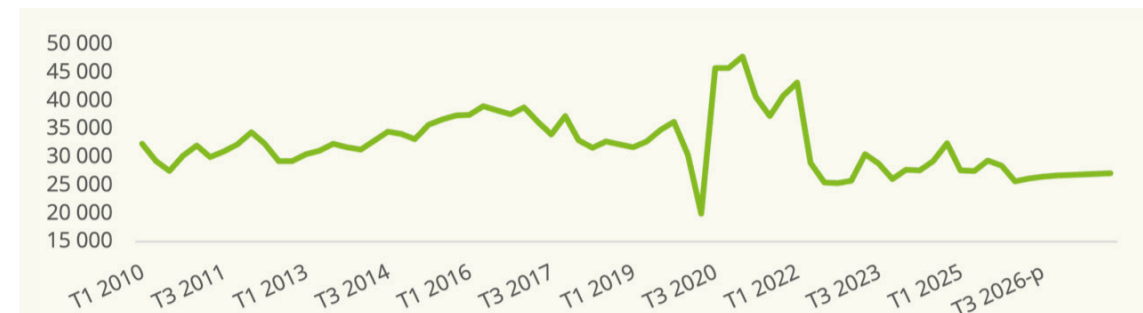


Figure 5 : Le nombre de transactions immobilières résidentielles demeure bien inférieur aux niveaux historiques

Mesuré selon les coûts de transfert de propriété, en millions de dollars enchaînés de 2017



Sources : Statistique Canada, tableaux 14-1-0-0287-03 et 36-10-0104-01; prévisions de Deloitte.

Commerce et investissements des entreprises

- Les investissements des entreprises devraient rester limités en 2026. En effet, les entreprises demeurent largement en situation d'attente, alors que l'incertitude commerciale et l'examen de l'ACEUM prévu à la mi-année pèsent sur la confiance. Malgré la faiblesse de la plupart des catégories d'investissement des entreprises, ces dernières augmentent leurs dépenses consacrées à la propriété intellectuelle, particulièrement en logiciels, ce qui reflète probablement des investissements en intelligence artificielle.
- Les investissements des entreprises devraient s'améliorer l'an prochain, portés par deux facteurs qui entreront en jeu. En effet, des mesures politiques visant à mobiliser des capitaux privés, notamment un amortissement accéléré grâce à une déduction axée sur la productivité, et la simplification du processus d'approbation des projets, devraient inciter les entreprises à devancer des investissements qui avaient été remis à plus tard.
- L'amélioration du contexte politique et la réduction de l'incertitude permettront à un important bassin de projets d'édification de la nation de passer de l'étape de l'annonce à celle de l'exécution. En plus des projets d'envergure soumis au Bureau des grands projets, qui concernent principalement les domaines de l'énergie, des minéraux et des infrastructures habilitantes, la hausse des dépenses en équipement de défense provenant de fournisseurs canadiens devrait favoriser les investissements dans les capacités de fabrication de pointe.
- Les conditions commerciales demeureront difficiles à court terme. On s'attend maintenant à ce que les exportations réelles progressent de 0,8 % en 2026, une prévision révisée à la baisse à la suite d'un début d'année décevant, avant de s'accélérer à 2,4 % en 2027.
- Les exportations ont reculé de 0,5 % (taux annualisé) au premier trimestre de 2026, les volumes de marchandises ayant diminué sous l'effet persistant des droits de douane et du ralentissement de la demande mondiale. Une modeste reprise est toutefois prévue pour le reste de l'année. La valeur des exportations d'énergie a été temporairement soutenue par la hausse des prix et l'augmentation des activités de LNG Canada.
- Parmi les facteurs sectoriels qui façonnent les perspectives, mentionnons l'amélioration de l'accès au marché chinois pour les exportateurs agroalimentaires, tandis que les droits de douane américains continuent de peser sur les exportations de produits du bois, de véhicules, d'acier, et de produits dérivés de l'acier et de l'aluminium.
- Du côté des importations, la forte hausse de 12 % (taux annualisé) enregistrée au premier trimestre, attribuable en partie à l'or, devrait se résorber, alors que les importations de métaux, de machines ainsi que de biens de consommation devraient se stabiliser. Dans l'ensemble, le commerce devrait continuer de freiner quelque peu la croissance en 2026 avant de contribuer plus positivement à la croissance en 2027, dans un contexte d'amélioration des conditions extérieures et des investissements intérieurs.

Figure 6 : Les entreprises disposent d'importantes liquidités qui pourraient financer des investissements lorsque les conditions s'amélioreront

Liquidités et dépôts des entreprises non financières, en millions de dollars

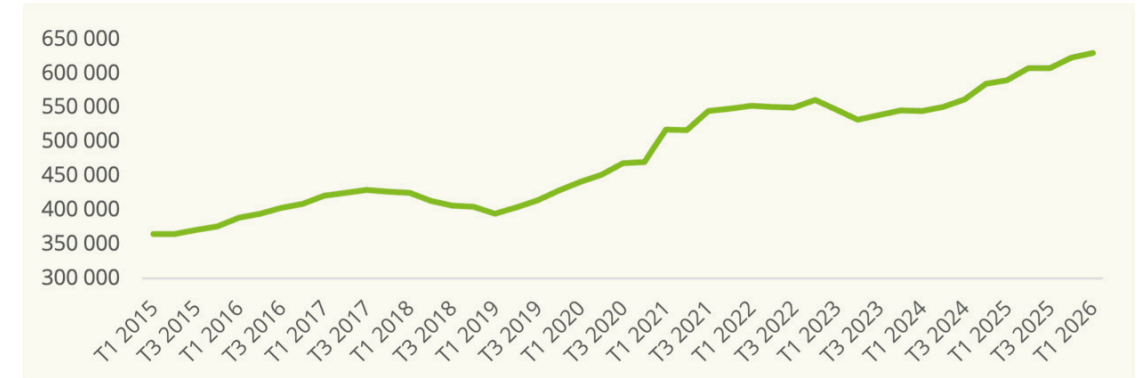
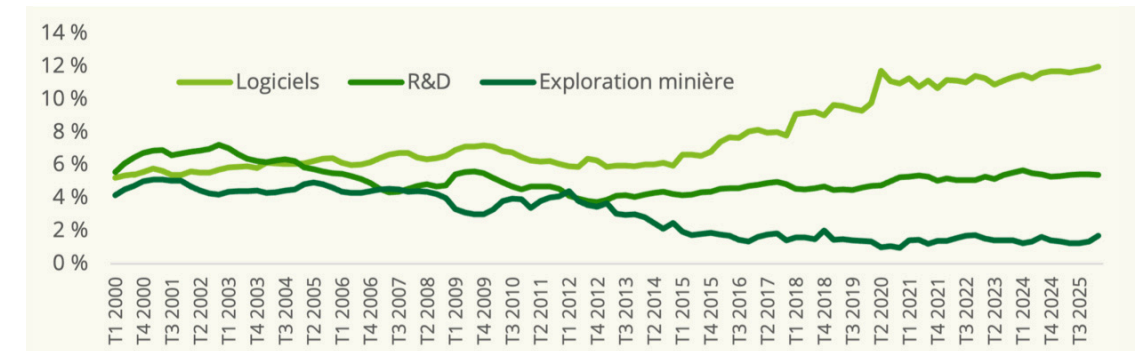


Figure 7 : Les investissements en logiciels sont prometteurs selon les données récentes

Investissements dans la propriété intellectuelle selon le type en pourcentage des investissements non résidentiels des entreprises



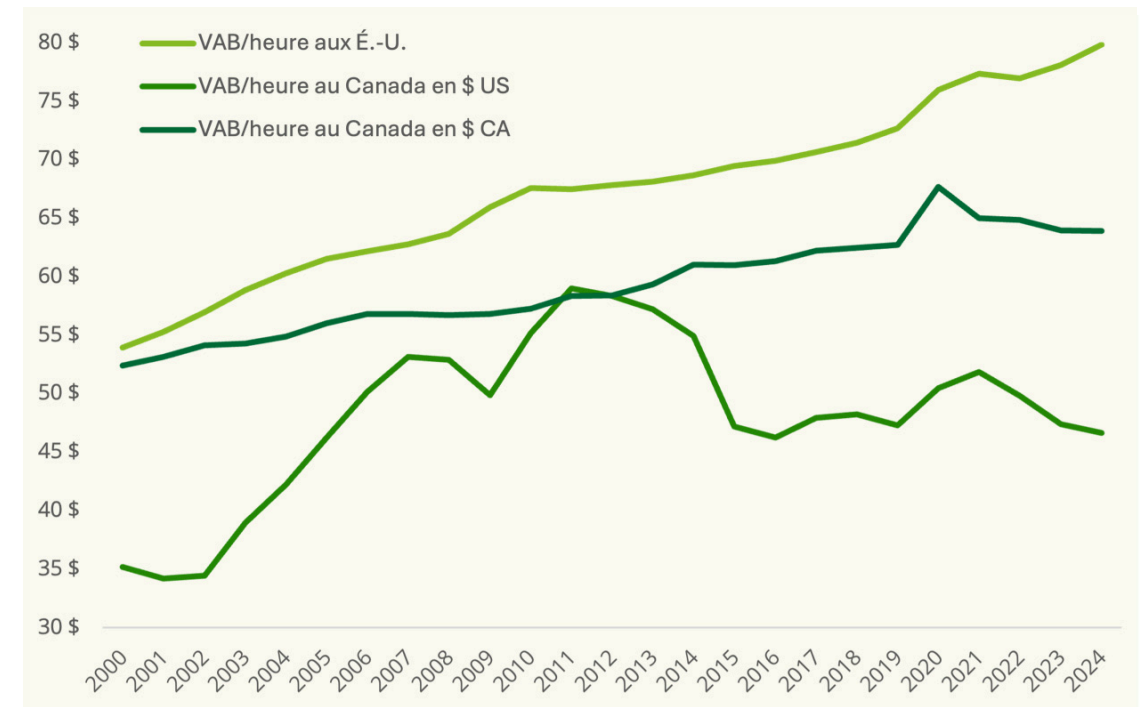
Source : Statistique Canada, tableaux 33-10-0225-01 et 36-10-0104-01.

Risques et principaux points à retenir

- Les risques continuent de basculer vers le négatif et sont attribuables à une multitude de facteurs internes et externes.
- **Frictions commerciales** : les problèmes commerciaux non résolus avec les États-Unis demeurent le principal risque pour les perspectives. Le non-renouvellement de l'ACEUM ou un durcissement supplémentaire des droits de douane américains porterait un dur coup aux exportations canadiennes et à la confiance au pays. Selon des modélisations internes réalisées par Deloitte, la perte de l'accès libre de droits de douane au marché américain aurait des conséquences considérables pour notre économie et des pertes de production en découleraient, malgré les efforts de diversification commerciale. D'un côté positif, la clarification de l'ACEUM contribuera à dissiper l'incertitude, et il demeure possible que les conditions s'améliorent pour les secteurs actuellement touchés par des droits de douane élevés.
- **Risques d'inflation** : le conflit au Moyen-Orient a fait grimper les prix du pétrole et l'IPC global, mettant à l'épreuve la détermination de la Banque du Canada à maintenir le statu quo. Si le conflit géopolitique persiste, les coûts de l'énergie pourraient demeurer élevés, forçant la Banque à relever ses taux plus tôt que prévu, ce qui freinerait davantage la croissance et exercerait une pression à la hausse sur les frais de service de la dette du secteur public.
- **Faiblesse des investissements et de la productivité** : les investissements des entreprises demeurent modestes, ce qui risque d'accentuer les difficultés en matière de productivité. Les entreprises sont demeurées en mode attentiste face aux incertitudes commerciales et géopolitiques. Si cette prudence se maintient, la production par travailleur au Canada, qui est demeurée pratiquement stagnante au cours de la dernière décennie, risque d'accuser un retard encore plus important par rapport à celle de ses pairs et de nuire à nos perspectives de croissance à long terme.
- **Marché de l'habitation** : la période de taux d'intérêt élevés et les baisses de prix observées par le passé pourraient peser davantage que prévu sur les investissements résidentiels et la consommation. Le niveau élevé d'endettement des ménages accentue la vulnérabilité en cas de ralentissement du marché du travail ou de détérioration des conditions commerciales. En même temps, la faiblesse persistante du marché de la revente résidentielle entraîne une demande refoulée qui pourrait se matérialiser plus fortement que prévu à mesure que la confiance des consommateurs se redressera.
- **Infrastructures** : les mesures de relance, allant des incitatifs fiscaux liés à l'amortissement accéléré aux grands projets d'infrastructure et de défense, pourraient également favoriser une reprise plus vigoureuse des investissements compte tenu des importantes réserves de liquidités actuellement détenues par les entreprises.

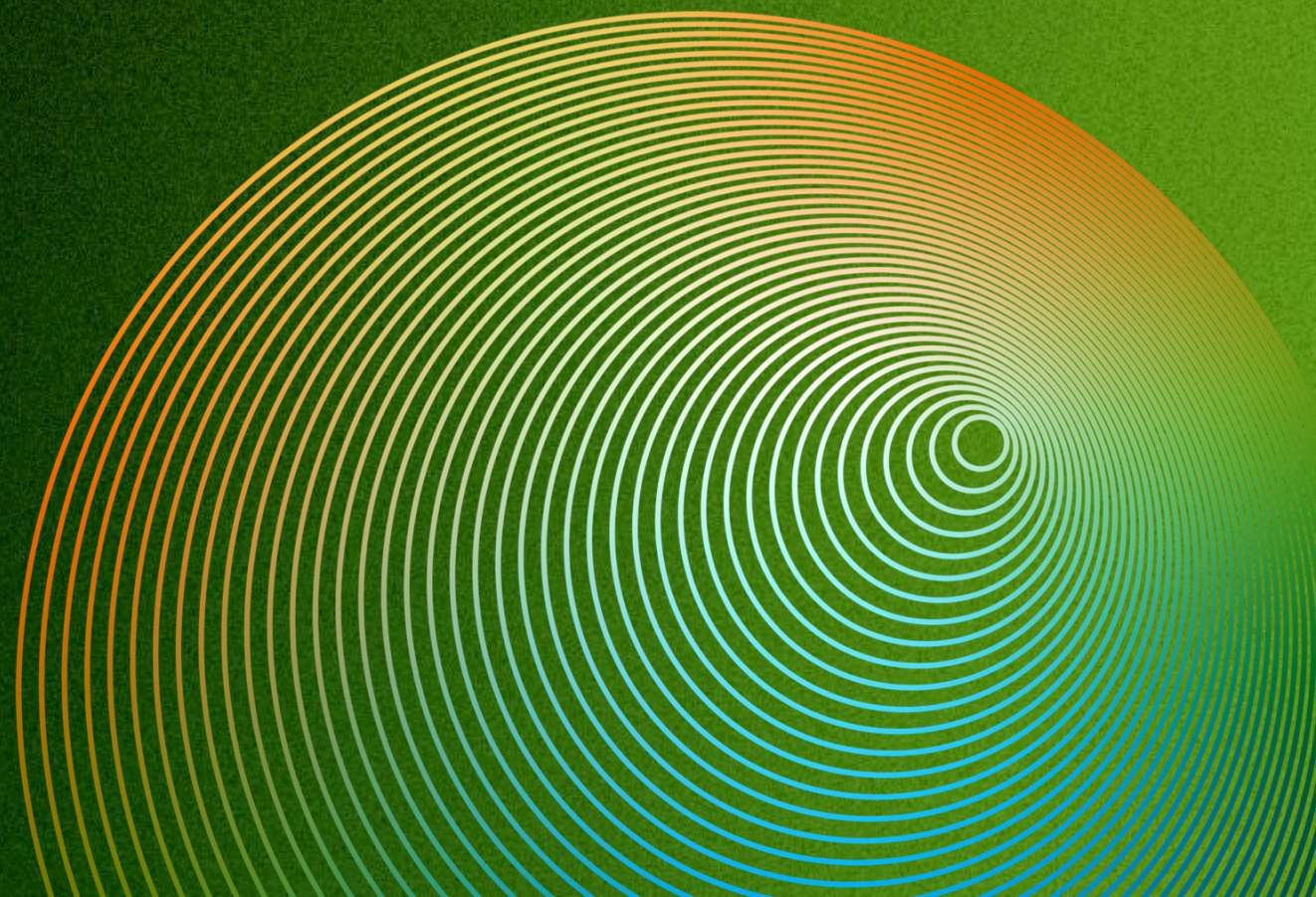
Figure 8 : Le manque de croissance de la productivité constitue un risque important pour l'économie canadienne

Valeur ajoutée brute (VAB) par heure travaillée. Données canadiennes converties selon le taux de change réel (pas la PPA).



Sources : OCDE (2026), Base de données de productivité (PDB), Explorateur de données de l'OCDE⁵, et Statistique Canada, tableaux 10-10-0009-01 et 33-10-0163-01.

Tableaux des prévisions



TABLEAUX DES PRÉVISIONS

PIB par catégorie de dépenses

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
PIB du Canada	2,9	-1,0	1,9	-1,0	-0,1	1,9	2,0	2,0	2,2	2,0	1,9	1,8	1,9	0,7	2,0
Consommation des ménages	1,2	4,4	-0,8	2,9	1,5	1,1	1,5	1,5	1,9	1,9	1,9	1,9	2,4	1,6	1,7
Consommation du secteur à but non lucratif	0,4	1,6	2,2	0,5	-0,7	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	0,7	1,1
Consommation des administrations publiques	1,8	4,1	-2,1	2,3	-1,0	0,4	1,4	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	2,4	0,5	1,1
Investissement total	-3,7	1,5	1,6	2,8	-4,3	0,2	1,9	1,9	2,3	2,4	2,3	2,3	1,6	0,1	2,1
Investissements publics	-0,6	10,4	15,5	24,6	-9,6	-4,2	3,1	2,3	2,1	2,1	2,1	2,2	7,2	3,7	1,9
Investissements des entreprises	-4,2	-0,5	-1,3	-1,7	-3,0	1,4	1,6	1,8	2,4	2,4	2,4	2,4	0,3	-0,7	2,1
Investissements résidentiels	-10,2	0,2	4,4	-9,4	-7,9	2,1	1,4	1,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,5	-2,6	0,8
• Résidentiel – rénovations	1,0	-8,6	4,8	-6,2	-1,6	2,6	2,9	3,2	3,0	3,4	3,3	3,6	0,3	-0,5	3,2
• Résidentiel – coûts de transfert de propriété	-47,5	-1,7	29,9	-11,2	-34,1	8,3	4,1	3,6	1,7	1,6	1,6	1,1	-3,4	-7,0	2,7
• Résidentiel – logements neufs	3,6	7,6	-4,2	-10,8	-0,3	-0,3	-0,5	-0,4	-1,4	-2,2	-2,2	-2,7	2,3	-2,4	-1,3
Investissements non résidentiels	0,1	-0,7	-5,1	3,8	0,2	1,0	1,7	2,0	3,4	3,6	3,6	3,6	0,3	0,6	2,8
• Ouvrages de génie civil	-3,3	21,2	1,0	-3,1	-17,0	4,7	3,8	3,7	6,8	7,1	7,0	6,9	3,1	-2,4	5,8
• Bâtiments non résidentiels	-2,8	-12,7	-5,5	4,2	8,6	-0,2	0,8	1,2	1,5	1,6	1,7	1,7	-1,7	1,4	1,3
• Machines et matériel	6,0	-15,9	-14,2	8,7	10,2	-1,6	0,8	1,2	1,6	1,8	1,6	1,9	-2,4	0,8	1,3
• Propriété intellectuelle	-0,6	-3,2	-2,0	9,4	13,8	-0,6	0,2	0,7	1,6	1,7	1,7	1,7	0,4	4,5	1,2
Total des exportations	4,5	-23,4	4,1	6,7	-0,5	2,4	3,1	2,2	2,4	2,6	2,2	2,0	-1,4	0,8	2,4
• Exportations – marchandises	7,0	-29,0	4,9	9,5	-1,0	2,7	3,3	2,0	1,9	2,1	2,1	2,0	-1,8	0,9	2,2
• Exportations – services	-3,8	-1,8	1,5	-2,0	0,9	1,4	2,5	2,9	4,3	3,8	2,6	1,9	-0,4	0,7	3,2
Importations	3,6	1,2	-10,9	2,0	12,0	-2,9	0,7	1,2	1,8	2,3	2,3	2,3	-0,3	1,4	1,4
• Importations – marchandises	6,4	-3,0	-11,2	0,5	15,9	-4,1	0,3	1,0	1,6	1,9	2,1	2,1	-0,2	1,4	1,1
• Importations – services	-5,6	17,5	-9,8	7,2	-0,2	1,7	2,2	1,8	2,3	3,5	3,0	3,0	-0,7	1,7	2,5
Stocks	13 161	25 120	(13 127)	(26 373)	23 257	(4 417)	(1 683)	1 216	1 254	531	445	474	901	(657)	960
PIB des États-Unis	-0,6	3,8	4,4	0,5	2,0	2,0	2,4	2,8	2,7	2,6	2,6	2,5	2,1	2,2	2,6

Remarques : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017; P = prévisions.

Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 8 juin 2026.

PRINCIPAUX INDICATEURS

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
Taux d'activité (%)	65,4	65,3	65,2	65,3	64,9	65,0	65,0	65,0	65,0	64,9	64,9	64,9	65,3	65,0	64,9
Variation de l'emploi (en milliers)	118,4	15,0	1,0	126,9	-51,9	22,7	19,7	43,7	50,5	54,9	49,3	50,6	295,7	85,4	177,2
Taux de chômage (%)	6,7	6,9	7,0	6,8	6,6	6,6	6,5	6,4	6,1	5,9	5,8	5,6	6,9	6,5	5,9
Taux d'épargne des ménages (%)	5,3	4,3	4,4	3,7	3,5	5,6	5,6	5,5	5,4	5,2	5,1	5,1	4,4	5,0	5,2
Mises en chantier (en milliers, désaisonné aux taux annuels)	230,0	276,0	272,6	256,1	246,1	256,3	247,4	245,1	244,3	237,8	233,3	227,7	258,7	248,7	235,8
Indice des prix à la consommation (variations en pourcentage sur 12 mois)	2,3	1,8	2,0	2,2	2,2	2,9	2,6	2,2	2,1	1,9	2,1	2,1	2,1	2,4	2,0

Principaux indicateurs des marchés des capitaux

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
Taux du financement à un jour	2,75	2,75	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,50	2,75	3,00	3,25	2,25	2,25	3,25
Bons du Trésor à 90 jours	2,79	2,65	2,59	2,18	2,22	2,28	2,30	2,32	2,33	2,59	2,85	3,11	2,18	2,32	3,11
Bons du Trésor à 1 an	2,75	2,59	2,61	2,33	2,43	2,60	2,57	2,55	2,53	2,74	2,96	3,19	2,33	2,55	3,19
Obligations d'État à 2 ans	2,68	2,58	2,64	2,47	2,64	2,88	3,00	3,10	3,25	3,40	3,55	3,65	2,47	3,10	3,65
Obligations d'État à 3 ans	2,67	2,60	2,65	2,47	2,61	2,97	3,10	3,20	3,30	3,45	3,60	3,70	2,47	3,20	3,70
Obligations d'État à 5 ans	2,78	2,81	2,91	2,80	2,93	3,15	3,20	3,30	3,40	3,55	3,65	3,75	2,80	3,30	3,75
Obligations d'État à 10 ans	3,09	3,21	3,38	3,23	3,36	3,51	3,55	3,65	3,75	3,80	3,85	3,90	3,23	3,65	3,90
Écart de 90 jours sur 10 ans	-0,30	-0,56	-0,79	-1,05	-1,15	-1,23	-1,25	-1,33	-1,42	-1,21	-1,00	-0,79	-1,05	-1,33	-0,79
Écart de 2 ans sur 10 ans	-0,41	-0,63	-0,73	-0,76	-0,72	-0,63	-0,55	-0,55	-0,50	-0,40	-0,30	-0,25	-0,76	-0,55	-0,25
Taux de change \$ CA/\$ US	0,697	0,723	0,726	0,717	0,729	0,726	0,739	0,745	0,749	0,749	0,750	0,752	0,716	0,735	0,750

Remarques : P = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.

Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 8 juin 2026.

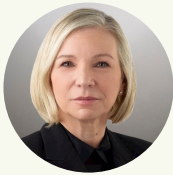
Notes de fin de texte

1. Ministère des Finances Canada, *Budget 2025*, Annexe 3, « Examen exhaustif des dépenses : Réductions prévues par organisation » (Ottawa, présenté le 4 novembre 2025), <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/anx3-fr.html>.
2. Banque du Canada, *Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada – Premier trimestre de 2026* (Résultats de l'enquête du 1^{er} trimestre de 2026, vol. 7.1), 20 avril 2026, <https://www.banqueducanada.ca/2026/04/enquete-sur-les-attentes-des-consommateurs-au-canada-premier-trimestre-de-2026/>.
3. Nicolas Vincent (sous-gouverneur externe, Banque du Canada), « Marché du travail canadien : entre fluctuations et transformations » (discours au CIRANO, Montréal [Québec], le 26 mai 2026), Banque du Canada, <https://www.banqueducanada.ca/2026/05/marche-du-travail-canadien-entre-fluctuations-et-transformations/>.
4. Banque du Canada, *Rapport sur la stabilité financière – 2026*, mai 2026, <https://www.banqueducanada.ca/publication/rapport-sur-la-stabilite-financiere/rapport-sur-la-stabilite-financiere-2026/>.
5. OCDE (2026), Base de données de productivité (PDB), Explorateur de données de l'OCDE, consulté le 15 juin 2026, au moyen d'une requête de l'IPA : [Explorateur des données de l'OCDE • Base de données de productivité](#)

Collaborateurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique, ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : economicadvisorynews@deloitte.ca.



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



**Gabrielle Carelli
Yamamoto**
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Conseiller principal



Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n’y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace pas les services ou conseils professionnels, et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d’avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n’est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu’elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d’être est d’avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s’épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l’audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d’affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l’Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l’agence de marketing | Deloitte Canada. 27-15185779